



Observateur du Fonds mondial

LETTRE D'INFORMATION

Numéro 40 : 3 mai 2017

OFM est une lettre d'information indépendante du Fonds mondial.

[OFM en direct >>](#)

[Site Aidspan >>](#)

[Contactez-nous >>](#)

AU SOMMAIRE :

1. ACTUALITÉS : [La première période de candidature pour le cycle 2017/2019 a généré 93 demandes de financement](#)

Sur les 93 demandes de financement reçues durant la première période, 73 concernent une demande de reconduction de programme, 13 une candidature avec examen complet et 7 une candidature avec examen personnalisé. Ces informations proviennent de l'outil de suivi des demandes de financement du Fonds mondial.

2. ACTUALITÉS : [Le Fonds mondial repousse les allégations de surdépendance vis-à-vis de quelques fournisseurs d'antirétroviraux](#)

Le Fonds mondial et d'autres organismes internationaux repoussent les allégations selon lesquelles les principaux acheteurs de médicaments contre le VIH dépendent excessivement d'un nombre restreint de fabricants. Un article récent avertissait que cette dépendance pourrait mener à des pénuries de médicaments.

3. ACTUALITÉS : [Le Secrétariat déploie un nouveau programme d'orientation pour les ICN](#)

Le pôle chargé des instances de coordination nationale au Secrétariat du Fonds mondial a mis au point un programme d'orientation standard pour les membres d'ICN. Ce programme a pour objet d'améliorer les résultats des instances de coordination nationale en dotant leurs membres des connaissances et des compétences dont ils ont besoin pour s'acquitter efficacement de leur rôle et de leurs responsabilités. Il sera déployé auprès des instances de coordination nationale de manière échelonnée à partir d'avril 2017.

4. ACTUALITÉS : [Informations supplémentaires sur les investissements à effet catalyseur](#)

Le Fonds mondial a publié des informations supplémentaires sur les trois filières de financement qui composent ses investissements à effet catalyseur : les fonds de contrepartie, les démarches multipays et les initiatives stratégiques. Cet article fournit de plus amples détails.

5. ACTUALITÉS : [Les propositions de financement devraient contenir davantage d'initiatives de recherche opérationnelle et sur la mise en œuvre : étude](#)

Le Secrétariat du Fonds mondial, les partenaires techniques et les pays ont tous un rôle à jouer afin de garantir que les demandes de financement prévoient davantage de recherche opérationnelle et sur la mise en œuvre, selon une nouvelle étude publiée dans la revue *Globalization and Health*.

[HAUT](#)

ARTICLES :

1. ACTUALITÉS : **La première période de candidature pour le cycle 2017/2019 a généré 93 demandes de financement**

La plupart concernent une demande de reconduction

David Garmaise

Le Secrétariat a reçu 93 demandes de financement durant la première période de candidature du cycle de financement 2017/2019, selon l'[outil de suivi des demandes](#) du Fonds mondial. Dans le cadre de la procédure de candidature différenciée, 73 de ces demandes concernent une demande de reconduction de programme, 13 une candidature avec examen complet et 7 une candidature avec examen personnalisé.

Il existe différents types d'examen personnalisé. Quatre candidats ont déposé une demande adaptée aux modifications majeures, deux ont présenté une demande adaptée aux stratégies nationales (pilotes) et un candidat a soumis une demande adaptée aux pays en transition. Aucune demande n'a été reçue pour le quatrième type d'examen personnalisé, l'examen adapté aux contextes d'intervention difficiles. (Voir l'[article de l'OFM](#) pour de plus amples renseignements sur les différents types de demandes.)

Le tableau ci-après fournit la liste de composantes auxquelles correspondent les demandes de financement reçues pendant la première période.

Le délai de soumission des demandes de financement pour la première période était le 20 mars 2017. Il y aura trois autres périodes de candidature, pour lesquelles les délais suivants ont été fixés :

Période 2 – 23 mai 2017

Période 3 – 28 août 2017

Période 4 – 31 janvier 2018

Des périodes d'examen supplémentaires devraient être ajoutées en 2018 et 2019.

Les demandes déposées pendant la première période seront examinées par le Comité technique d'examen des propositions (CTEP) entre le 23 avril et le 2 mai 2017. Le Secrétariat devrait publier des copies des demandes de financement sur son site Web, mais pas avant la signature des accords de subvention relatifs aux demandes déposées.

Tableau : Composantes pour lesquelles des demandes de financement ont été reçues pendant la période 1, par type de demande

EXAMEN COMPLET :		
Bangladesh VIH, TB, paludisme Malawi paludisme Nigeria paludisme	Philippines VIH, TB RAI paludisme	Ouganda VIH, TB, paludisme Zimbabwe TB/VIH, paludisme
RECONDUCTION DE PROGRAMME :		
Afghanistan VIH, paludisme Azerbaïdjan VIH, TB Bénin VIH, TB, paludisme Burkina Faso VIH, TB, paludisme Burundi VIH, TB, paludisme Cameroun paludisme Cap-Vert TB/VIH, paludisme RCA paludisme Tchad paludisme RD Congo paludisme Côte d'Ivoire TB, paludisme Érythrée paludisme Gambie, TB/VIH, paludisme Guinée VIH, paludisme Guinée-Bissau TB/VIH, paludisme Guyane VIH	Haïti TB/VIH, paludisme Honduras paludisme Indonésie paludisme Iran VIH Kirghizistan VIH, TB Lesotho TB/VIH Liberia paludisme Madagascar VIH, TB, paludisme Mali TB/VIH Moldova VIH, TB Mongolie VIH Mozambique paludisme Multipays Pacif. occ. TB/VIH, paludisme Nicaragua VIH Niger VIH, paludisme	Pakistan paludisme PNG paludisme Paraguay VIH Philippines paludisme Sénégal VIH, paludisme S. Leone VIH, TB, paludisme, SRPS Îles Salomon TB, paludisme Somalie paludisme Soudan TB/VIH, paludisme Suriname paludisme Swaziland paludisme Timor-Leste TB Togo TB/VIH, paludisme Ouzbékistan VIH, TB Zanzibar TB/VIH, paludisme
EXAMEN PERSONNALISE :		
RD Congo TB/VIH (modifications majeures) Lao TB (modifications majeures) Malawi TB/VIH (modifications majeures)	Maurice VIH (modifications majeures) Rwanda TB/VIH, paludisme (pilote PSN) Cuba VIH (transition)	

La reconduction de programme est le type de demande de financement le plus simple. Il faut pour ce faire présenter une lettre (au lieu du formulaire de candidature complet) et remplir un

court document-type demandant un financement pour trois années supplémentaires au titre d'objectifs, notamment stratégiques, sensiblement les mêmes que ceux de la subvention existante et pour des interventions similaires. Le recours à la démarche de reconduction de programme est limité aux candidats répondant à certains critères, tels que des résultats programmatiques et une capacité d'absorption robustes, un profil de risque faible et l'absence de nécessité d'apporter de modifications majeures à la programmation.

Toutes les demandes de reconduction de programmes devaient être déposées pendant la première période d'examen (pour les subventions prenant fin d'ici le 30 juin 2018) ou pendant la période 4 (pour les subventions prenant fin le 1^{er} juillet 2018 ou après).

Lorsqu'il examine une demande de reconduction de programme, le CTEP recommande son passage au stade de l'établissement de la subvention, pour autant qu'il considère que la demande ne suppose pas de modifications majeures. Il peut recommander que certaines questions soient réglées lors de l'établissement de la subvention. Si le Comité juge que la demande suppose des modifications majeures, il peut recommander que le candidat mette plutôt au point une demande de financement personnalisée ou complète.

Pour les demandes avec examen complet ou personnalisé, le Fonds mondial estime que la procédure peut durer en moyenne neuf mois, du dépôt de la demande de financement à la signature de la subvention. L'examen de ces demandes par le Comité technique d'examen des propositions débouche sur l'un des deux résultats suivants :

- **passage à l'établissement de la subvention** : la demande de financement est jugée centrée stratégiquement et techniquement solide, bien qu'il puisse être demandé au candidat de fournir des éclaircissements ou de procéder à des ajustements ; ou
- **présentation d'une demande de financement révisée** : le candidat doit prendre en compte les commentaires du CTEP dans une demande révisée à soumettre à un deuxième examen avant de pouvoir passer au stade de l'établissement de la subvention.

Autres faits à signaler

L'information fournie dans cette section est extraite de la [foire aux questions du Fonds mondial sur le cycle de financement 2017/2019](#).

Si un candidat opte pour une subvention d'une durée inférieure à trois ans, la somme allouée est réduite proportionnellement. Autrement dit, si un candidat présente une demande de financement ne couvrant que deux ans, il recevra deux tiers de la somme initialement allouée. Cela représente un changement par rapport au cycle de financement précédent. Le Fonds mondial veut vraisemblablement éviter les problèmes engendrés par les subventions écourtées durant le cycle de financement 2014/2016.

Tous les candidats doivent préparer une demande hiérarchisée de financement au-delà de la somme allouée, qui pourra être évaluée en vue d'une éventuelle inscription au registre des

demandes de qualité non financées. Pour les demandes avec examen complet et avec examen personnalisé, la demande hiérarchisée au-delà de la somme allouée doit être soumise en même temps que la demande de financement et peut être mise à jour pendant l'établissement ou la mise en œuvre de la subvention. Pour les demandes de reconduction de programme, elle peut être présentée avec la demande de reconduction, lors l'établissement de la subvention ou pendant la mise en œuvre de celle-ci, et peut aussi être mise à jour pendant l'établissement ou la mise en œuvre de la subvention.

Conformément à la démarche différenciée qu'il a adoptée pour la gestion des subventions et d'autres aspects du modèle de financement, le Fonds mondial classe désormais les pays selon les catégories suivantes : « essentiels », « ciblés » ou « à fort impact ». L'Observateur du Fonds mondial a déjà publié [ici](#) des informations à ce sujet. La classification est revue à chaque période d'allocation. La liste des pays relevant de chacune de ces catégories pour la période 2014/2016 est reprise dans le [manuel des politiques opérationnelles](#) (en anglais). Voir la vue d'ensemble du manuel des politiques opérationnelles (Overview of the Operational Policy Manual) située au début du manuel.

[HAUT](#)

2. ACTUALITÉS : Le Fonds mondial repousse les allégations de surdépendance vis-à-vis de quelques fournisseurs d'antirétroviraux

Les acheteurs étaient avertis qu'ils devaient diversifier leur réseau de fabricants, au risque d'être confrontés à des interruptions de l'approvisionnement

Andrew Green

Le Fonds mondial, un des principaux acheteurs d'antirétroviraux génériques pour les patients atteints du VIH dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, a désavoué les inquiétudes quant au fait que le nombre limité de fabricants auxquels il est fait appel pourrait entraîner des pénuries immédiates ou futures de ces médicaments. Selon des responsables du Fonds mondial, des systèmes sont en place permettant de prévoir la demande, de faire face à toute perturbation de l'approvisionnement et d'augmenter la production pour répondre aux besoins futurs.

En 2015, quatre fabricants – Aurobindo, Cipla, Hetero et Mylan – ont fourni près de 80 % des antirétroviraux aux pays à faible revenu et à revenu intermédiaire, selon le [rapport sur le marché des antirétroviraux](#) de l'Initiative Clinton pour l'accès à la santé. Dans une [chronique de mars](#) du *Financial Times*, Brian Elliott, ancien cadre de l'industrie pharmaceutique à l'heure actuelle administrateur délégué de Procela Consultants, avertit que les acheteurs clés à l'échelle mondiale dépendent excessivement de ces fabricants.

Outre le Fonds mondial, le gouvernement sud-africain et le Plan d'urgence du Président des États-Unis pour la lutte contre le sida (PEPFAR) – le dispositif bilatéral de riposte au VIH du

gouvernement des États-Unis – sont les principaux acheteurs d’antirétroviraux pour les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire.

M. Elliott, qui offre ses conseils en matière d’accès aux médicaments pour les organisations internationales de santé, signale en particulier deux sources de préoccupation, à savoir, d’une part, que des interruptions immédiates de l’approvisionnement pourraient avoir lieu du fait du retrait de médicaments de ces sociétés dans la foulée d’évaluations de routine et, d’autre part, que les sociétés ne soient pas en mesure de répondre à la demande engendrée par l’[appel de l’ONUSIDA](#) à faire progresser rapidement le nombre de personnes admises en traitement d’ici 2020 dans le cadre de son approche de « dépistage et traitement ».

« Il est dangereux de dépendre d’un si petit nombre de fournisseurs pour assurer le traitement de millions de personnes car, à la différence d’autres maladies, il n’existe pas d’autre traitement contre le VIH que les antirétroviraux », peut-on lire dans la chronique de M. Elliott. « Cette dépendance crée de graves risques. À l’heure qu’il est, le risque d’interruption de l’approvisionnement se situe à un niveau inquiétant. » M. Elliott appelle les trois principaux acheteurs à diversifier rapidement leurs achats, au risque de se retrouver dans des situations où les patients infectés par le VIH sous traitement antirétroviral ne pourraient pas maintenir leur schéma thérapeutique actuel.

Suivi de haut niveau

Des responsables du Fonds mondial et de l’ONUSIDA contestent les conclusions de M. Elliott.

Seth Faison, directeur de la communication au Fonds mondial, a ainsi expliqué à Aidspace que des procédures sont en place au Fonds afin d’éviter toute interruption de la couverture des traitements antirétroviraux dans les pays qu’il soutient. Ces mesures concernent notamment la participation à un suivi de haut niveau et un système d’achats qui pondère les aspects tels que la fiabilité des fabricants et la pérennité de leur approvisionnement.

« Le Fonds mondial est convaincu que la capacité de la base d’approvisionnement actuelle est suffisante pour répondre aux besoins à l’échelle mondiale, comme le confirment du reste plusieurs autres parties », déclare M. Faison. « Le Fonds mondial et ses partenaires, parmi lesquels d’autres acheteurs majeurs, suivent de près les éventuels risques liés à l’approvisionnement du marché. »

Le suivi de haut niveau se fait principalement lors d’une [réunion annuelle](#) organisée par l’Organisation mondiale de la Santé, qui s’attache à prévoir la demande mondiale d’antirétroviraux en fonction de l’utilisation actuelle, mais également des augmentations anticipées dans le cadre des nouvelles politiques comme les cibles de l’ONUSIDA. Parmi les participants à ces réunions figurent généralement des représentants du Fonds mondial, d’organismes des Nations Unies, de l’Initiative Clinton pour l’accès à la santé, du Bureau du coordinateur américain de la lutte mondiale contre le sida, qui supervise le PEPFAR, du ministère sud-africain de la santé et de sociétés pharmaceutiques.

« À ces événements, les fabricants de princeps et de génériques discutent de leurs capacités à approvisionner le marché des antirétroviraux », selon l'ONUSIDA.

La réunion de prévision de 2016 comportait [une présentation](#) comparant la demande anticipée de principes actifs utilisés dans les antirétroviraux et la capacité mondiale de production.

La réunion a également abordé des évolutions telles que la [décision](#) prise en 2016 par la Food and Drug Administration des États-Unis de retirer l'approbation provisoire d'un antirétroviral de première intention vendu par Hetero. Du fait de la perte de cette approbation, le Fonds mondial et le PEPFAR n'avaient plus le droit d'acheter le médicament à Hetero. Des responsables ont néanmoins affirmé que les autres fabricants ont pu combler le fossé et qu'il n'y a pas eu d'interruption des services.

M. Faison a également expliqué à Aidsplan que le mécanisme volontaire d'achat groupé du Fonds mondial « garantit des performances fiables et soutient une base de fournisseurs suffisante pour tous les produits nécessaires ». Grâce à ce mécanisme, le Fonds mondial est non seulement à même de faire baisser les prix, le mécanisme garantit en outre des achats en plus grandes quantités aux fabricants, ce qui contribue à garantir la production et la livraison des antirétroviraux. Avec les appels d'offres ponctuels d'avant le mécanisme, il n'était pas rare que les soumissionnaires fassent des promesses excessives qu'ils n'étaient pas en mesure de tenir, selon M. Faison.

Pour sa part, Mylan, le plus grand fabricant d'antirétroviraux pour les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire d'après le rapport de l'Initiative Clinton pour l'accès à la santé sur le marché des antirétroviraux, a contesté [publiquement](#) le commentaire de M. Elliott, le qualifiant de « faux et trompeur ».

En vue d'atteindre l'objectif de mettre un terme à l'épidémie de sida d'ici 2030, l'ONUSIDA a appelé à ce que 30 millions de personnes soient admises en traitement antirétroviral d'ici 2020. L'organisme a [annoncé](#) en novembre dernier que 18,2 millions de personnes sont actuellement sous traitement.

Pour atteindre les cibles de l'ONUSIDA, écrit Elliott, les acheteurs « doivent placer leurs commandes auprès de tous les fabricants qui satisfont aux normes de qualité, et donner aux fournisseurs exclus ou limités l'occasion d'augmenter rapidement leurs volumes ». Dans sa réponse, Mylan évoque ses propres investissements dans les capacités de production pour souligner son attachement à l'augmentation de ses capacités de manière à répondre à l'accroissement de la demande mondiale.

D'autres observateurs remettent en cause le postulat de M. Elliott selon lequel les principaux acheteurs dépendent excessivement de quatre fabricants.

Joanna Keenan, attachée de presse pour la [campagne pour l'accès](#) de Médecins sans frontières, qui plaide en faveur d'une augmentation du développement de médicaments et d'un meilleur accès à ceux-ci, affirme que bien qu'il y ait quatre fabricants principaux

d'antirétroviraux, « il y en a de nombreux autres, qui participent activement à l'approvisionnement sur le marché en vue de répondre aux besoins des différents organismes d'achat et des pays ».

Des responsables du Partenariat pour la gestion de la chaîne d'approvisionnement, qui gère le mécanisme volontaire d'achat groupé, ont refusé l'interview demandée, mais ont confirmé dans un courriel qu'ils effectuent leurs achats auprès d'une « longue liste » de fournisseurs approuvés par l'OMS.

La liste des fournisseurs d'antirétroviraux du Fonds mondial est disponible [ici](#).

[HAUT](#)

3. ACTUALITÉS : Le Secrétariat déploie un nouveau programme d'orientation pour les ICN

Le programme comporte à la fois des composantes en ligne et face à face

Gemma Oberth

Le pôle chargé des instances de coordination nationale au Secrétariat du Fonds mondial a mis au point un nouveau programme d'orientation normalisé pour les ICN, en étroite collaboration avec le projet LMG (leadership, management et gouvernance) d'USAID. Ce programme a pour objet d'améliorer les résultats des instances de coordination nationale en dotant leurs membres des connaissances et des compétences dont ils ont besoin pour s'acquitter efficacement de leur rôle et de leurs responsabilités.

Suite au déploiement de l'évaluation de l'admissibilité et des résultats durant le cycle de financement 2014/2016, le Secrétariat du Fonds mondial a identifié la nécessité d'un programme d'orientation standard pour les membres des instances de coordination nationale.

L'[évaluation de l'admissibilité et des résultats](#) repose sur un ensemble de critères minimaux auxquels toutes les instances de coordination nationale doivent satisfaire pour pouvoir prétendre aux financements du Fonds mondial. Après avoir procédé à cette évaluation, guidée par un consultant externe, toutes les ICN doivent élaborer un plan d'amélioration des résultats en fonction des conclusions de l'évaluation.

Dans leurs plans d'amélioration, de nombreuses instances de coordination nationale ont indiqué avoir besoin d'une procédure de formation et d'orientation pour leurs membres. La grande majorité d'entre elles ont par ailleurs sollicité l'assistance technique du Secrétariat du Fonds mondial et des partenaires techniques pour cette formation.

Outre la collaboration avec le projet LMG, la mise au point du programme d'orientation a également bénéficié de contributions de la part du projet Grant Management Solutions

d'USAID, de l'agence allemande pour la coopération internationale (GIZ), de l'Alliance internationale contre le VIH/sida, du Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) et d'autres départements du Fonds mondial (communautés, droits et genre, accès au financement, systèmes résistants et pérennes pour la santé, équipe chargée de la communication et équipe chargée des technologies de l'information).

« Nous sommes particulièrement satisfaits, parce qu'à nos yeux, c'est un projet qui nous a directement été demandé par les instances de coordination nationale », déclare Grainne Mc Daid, du pôle ICN du Secrétariat du Fonds mondial. « Il y a souvent une grande rotation de personnel au sein des instances de coordination nationale, et il est vraiment important que tous les membres connaissent leur rôle et sachent ce qu'on attend d'eux. Nous espérons que ce programme normalisé allègera une partie du fardeau des secrétariats des ICN à cet égard. »

Seize modules

Le programme d'orientation comporte huit modules de base, qui seront obligatoires pour tous les membres d'ICN. Il y a également deux modules pour les membres de comités, et six modules thématiques, lesquels sont optionnels.

Modules de base :

- Module 1 – Introduction
- Module 2 – Notions de base sur le Fonds mondial
- Module 3 – Notions de base sur l'ICN
- Module 4 – Gouvernance de l'ICN
- Module 5 – Structure de l'ICN et fonctions
- Module 6 – Modèle et cycle de financement du Fonds mondial
- Module 7 – Suivi stratégique
- Module 8 – Être un membre d'ICN efficace

Modules supplémentaires pour les membres de comités :

- Module pour les membres du comité exécutif
- Module pour les membres du comité de suivi stratégique

Modules thématiques (optionnels) :

- Systèmes de santé résistants et pérennes
- Droits de l'Homme
- Genre
- Populations clés
- Systèmes et ripostes communautaires
- Changement climatique dans la santé

« Nous espérons que cette plateforme est flexible et pourra s'adapter », commente Mme Mc Daid. « Notre intention est d'y ajouter d'autres modules thématiques à l'avenir. » Le pôle ICN compte ajouter un module sur le nouveau code de conduite des instances de coordination nationale (en cours d'élaboration), ainsi qu'un module sur la pérennité et la transition. Étant donné que des sujets comme la transition peuvent ne pas avoir la même pertinence pour toutes les instances de coordination nationale, les modules thématiques sont optionnels, de sorte que chaque ICN puisse décider lesquels s'appliquent le plus à son cas.

Le programme d'orientation comporte à la fois des composantes en ligne et face à face. La partie en ligne a lieu en premier, tous les membres de l'ICN devant suivre les modules sur la plateforme iLearn d'apprentissage en ligne du Fonds mondial. La version anglaise des modules en ligne est disponible sur le [site Web du Fonds mondial](#), la traduction française est quant à elle en passe d'être terminée.

Une fois le volet en ligne terminé, les participants passent à une procédure de formation en face à face facilitée par un consultant international mis à disposition par le pôle ICN. « Le volet face à face a pour but de donner vie à ce qu'ils ont appris dans les modules en ligne », explique Mme Mc Daid. « Il s'agit de mettre la théorie en pratique. »

En septembre 2016, le pôle ICN a identifié et formé un groupe de 13 consultants expérimentés chargés de prendre en charge la composante face à face.

Les modules en ligne prendront 10 à 35 minutes chacun, et la formation en face à face prendra environ 5 à 6 jours (deux jours pour tous les membres de l'ICN, suivis d'un jour et demi pour les membres du comité exécutif et de deux jours pour les membres du comité de suivi stratégique).

Le programme vise principalement les membres d'instances de coordination nationale, mais il est également pertinent pour les secrétariats et les comités des ICN, pour les consultants (prestataires d'assistance technique) qui travaillent avec les ICN et d'autres parties prenantes désireuses d'en savoir plus sur les procédures des instances de coordination nationale.

D'après Phillipa Tucker, cofondatrice et directrice de la recherche et de la communication à [AIDS Accountability International \(AAI\)](#), la méthode, le contenu et la durée du programme d'orientation sont excellents, et le programme est du reste crucial pour l'amélioration des résultats des ICN sur tous les plans. « AAI soutient pleinement cette initiative du pôle ICN du Fonds mondial », assure Mme Tucker. AAI dirige depuis 2009 un [projet de renforcement des ICN](#) et fait partie du groupe de travail du pôle ICN du Fonds mondial, un comité consultatif informel qui se réunit généralement deux fois par an à Genève.

AAI a plaidé avec succès auprès du pôle ICN en faveur de l'inclusion de la société civile au sens large (pas uniquement de membres d'ICN ou de membres d'ICN représentant la société civile) dans l'initiative du programme d'orientation. « Cela sera un moyen critique de renforcer les capacités et l'appropriation de l'ICN au niveau des pays », affirme Mme Tucker. « La formation d'organisations de la société civile qui ne font pas partie de l'instance

de coordination nationale sur la manière dont celle-ci fonctionne garantira une plus grande redevabilité et un impact accru auprès des personnes qui vivent avec les maladies ou qui sont touchées par elles. »

Cependant, d'aucuns s'inquiètent de ce que le programme d'orientation puisse favoriser certaines circonscriptions par rapport à d'autres et consolider davantage la dynamique de pouvoir au sein des instances de coordination nationale. « Les membres n'ont pas tous les mêmes niveaux de compétences en informatique ni le même accès à Internet, les difficultés à suivre la formation en ligne pourraient dès lors marginaliser certains membres des ICN », explique Olive Mumba, directrice exécutive de l'[EANNASO](#). Mme Mumba suggère que le département du Fonds mondial chargé des questions liées aux communautés, aux droits et au genre pourrait, au travers de son initiative stratégique, être en mesure d'apporter son soutien pour préparer les représentants des communautés et de la société civile au programme.

Aidspan a appris du pôle ICN qu'il existe une version hors ligne des modules de formation, qui peut être mise à la disposition des instances de coordination nationale sur clé USB pour les membres qui en auraient besoin.

Le pôle ICN compte déployer le programme de manière échelonnée en 2017 et début 2018. Des essais ont déjà été effectués pour certaines parties du contenu au Timor-Leste, après quoi le Kosovo a été le premier pays à terminer le programme. La Mongolie est le prochain pays pour lequel le déploiement est confirmé. Selon les informations fournies à Aidspan par le pôle ICN, les commentaires sur les premières phases de mise en œuvre du programme sont jusqu'à présent très positifs. En 2017, le pôle ICN espère former environ 15 instances de coordination nationale d'avril à juin, 16 de juillet à septembre et 10 d'octobre à décembre. Il vise ensuite à proposer la formation à 13 autres ICN durant le premier trimestre 2018.

Aidspan compte continuer de faire rapport sur le programme d'orientation, notamment en fournissant des témoignages de membres d'instances de coordination nationale et d'autres parties prenantes au fur et à mesure du déploiement du programme.

[HAUT](#)

4. ACTUALITÉS : Informations supplémentaires sur les investissements à effet catalyseur

Description des fonds de contrepartie, des démarches multipays et des initiatives stratégiques

Charlie Baran

À l'occasion de sa 36^e réunion en novembre 2016, le Conseil d'administration du Fonds mondial a approuvé 800 millions de dollars à destination des investissements à effet catalyseur. Gemma Oberth a déjà rendu compte de cette nouvelle filière de financement, [ici](#)

et [ici](#). Un document préparé en vue d'une réunion récente du Comité de la stratégie contient de plus amples renseignements sur les investissements à effet catalyseur, que le Secrétariat du Fonds mondial a autorisé Aidsplan à publier.

Les investissements à effet catalyseur sont conçus pour soutenir des programmes, activités et investissements stratégiques qui ne peuvent pas être financés uniquement avec les sommes allouées aux pays, mais qui sont néanmoins jugés essentiels pour garantir une utilisation optimale des investissements du Fonds mondial au regard de ses objectifs stratégiques. Les investissements à effet catalyseur regroupent trois types de financement : les fonds de contrepartie, les démarches multipays et les initiatives stratégiques. Les budgets suivants sont prévus pour chaque type de financement :

Fonds de contrepartie – 346 millions de dollars

Démarches multipays – 272 millions de dollars

Initiatives stratégiques – 172 millions de dollars

Total – 790 millions de dollars

Il y a une différence de 10 millions de dollars entre le total des budgets correspondants aux trois types de financement (790 millions) et les 800 millions de dollars approuvés au titre des investissements à effet catalyseur. Cet écart tient au fait que le budget destiné aux fonds de contrepartie, initialement fixé à 356 millions de dollars, a été réduit à 346 millions de dollars. Voir le tableau ci-après pour de plus amples détails.

Cela laisse 10 millions des 800 millions de dollars approuvés non alloués.

Les **fonds de contrepartie** sont conçus pour promouvoir l'utilisation d'une partie de la somme allouée à un pays pour répondre aux priorités stratégiques clés, notamment en matière de populations clés et vulnérables, de droits humains et de renforcement des données. Les démarches multipays visent un nombre limité de priorités multipays stratégiques clés jugées cruciales pour réaliser les objectifs de la [stratégie du Fonds mondial pour la période 2017/2022](#). Quant aux **initiatives stratégiques**, il s'agit de « démarches gérées centralement » (c'est-à-dire par le Secrétariat) qui ne peuvent être prises en charge au travers des sommes allouées aux pays en raison de leur nature transversale ou parce qu'elles ne sont pas alignées sur les cycles des subventions.

Des informations supplémentaires sur chaque type de financement sont données ci-après.

Fonds de contrepartie

Les fonds de contrepartie remplacent le financement d'encouragement de la période d'allocation 2014/2016. Cette filière compte six domaines prioritaires répartis sur trois composantes, VIH, paludisme et systèmes résistants et pérennes pour la santé (SRPS). Le tableau ci-après reprend les pays admissibles aux fonds de contrepartie pour chaque domaine prioritaire.

Les pays admissibles ont été informés en décembre dernier dans leur lettre d'allocation des fonds de contrepartie qui leur sont alloués. Pour accéder à ces fonds, ils doivent fixer des cibles programmatiques pour le domaine prioritaire concerné supérieures aux cibles de la période 2014/2016. Ils doivent en outre évaluer les fonds de contrepartie, c'est-à-dire s'engager à affecter, en vue d'atteindre les cibles, un montant de financement provenant du budget national au moins égal aux fonds de contrepartie auxquels ils ont droit.

Tableau : Pays auxquels des fonds de contrepartie ont été alloués, par domaine prioritaire

Composante	Domaine prioritaire	Somme allouée (en millions de \$)	Pays admissibles
VIH	Populations clés	50	Bénin, Cameroun, Côte d'Ivoire, Ghana, Honduras, Jamaïque, Kenya, Myanmar, Sénégal, Ukraine, Viet Nam, Zimbabwe
	Droits humains	45	Afrique du Sud, Bénin, Botswana, Cameroun, Côte d'Ivoire, Ghana, Honduras, Indonésie, Jamaïque, Kenya, Kirghizistan, Mozambique, Népal, Ouganda, Philippines, RDC, Sénégal, Sierra Leone, Tunisie, Ukraine
	Adolescentes et jeunes femmes	55	Afrique du Sud, Botswana, Cameroun, Kenya, Lesotho, Malawi, Mozambique, Namibie, Ouganda, Swaziland, Tanzanie, Zambie, Zimbabwe
TB	Détection des cas de tuberculose manquant à l'appel	115	Afrique du Sud, Bangladesh, Indonésie, Kenya, Mozambique, Myanmar, Nigeria, Pakistan, Philippines, RDC, Tanzanie, Ukraine
SRPS	Intégration des prestations de services et amélioration des effectifs de santé	18	Afghanistan, Bénin, Guinée, Liberia, Niger, Sierra Leone, Zambie
	Systèmes de données	30	Bangladesh, Burkina Faso, Côte d'Ivoire, Indonésie, Malawi, Mozambique, Myanmar, Pakistan, RDC, Tanzanie, Togo, Ukraine

Source : Le Fonds mondial

Remarques :

1. Le total des montants du tableau ci-dessus s'élève à 313 millions de dollars. D'après le [site Web](#) du Fonds mondial, 33 millions de dollars supplémentaires seront mis à disposition sous forme de fonds de contrepartie pour assurer l'entrée sur le marché de moustiquaires imprégnées d'insecticide à longue durée d'action de nouvelle génération dans le cadre de la lutte contre le paludisme.
2. Cela porte le total des fonds de contrepartie à 346 millions de dollars, soit 10 millions de dollars de moins que les 356 millions initialement prévus pour ce type de financement. L'écart tient au fait que le domaine prioritaire « systèmes de données » de la composante SRPS, qui s'élève à 30 millions de dollars dans le tableau ci-dessus, avait initialement été fixé à 40 millions de dollars.

Une feuille de calcul est disponible sur le site Web du Fonds mondial, qui contient des informations sur les « fonds de contrepartie disponibles » pour chaque pays repris dans le tableau ci-avant. Cette information est disponible [ici](#) (en anglais) sous le lien intitulé « Catalytic Investments: Available Matching Funds » figurant au bas de la page dans la barre orange.

Démarches multipays

La filière des démarches multipays remplace celle des programmes régionaux du cycle de financement précédent. Pour les programmes régionaux, le Fonds mondial lançait des appels ouverts à manifestation d'intérêt, puis invitait les candidats les plus robustes à mettre au point des propositions complètes. Dans le cadre des démarches multipays, par contre, la plupart des programmes sont « préformés », c'est-à-dire qu'ils sont mis au point par le Fonds mondial et ses partenaires. Les démarches multipays peuvent être soit des programmes régionaux existants, soit de nouveaux programmes. Ces programmes préformés seront complétés par un appel à propositions limité.

Le financement réservé aux démarches multipays est alloué comme suit aux quatre composantes, et à des domaines prioritaires au sein de chacune de ces composantes :

- **Paludisme** : 145 millions de dollars pour l'élimination du paludisme dans 48 pays à faible charge de morbidité aux meilleures perspectives d'élimination situés en Afrique australe, en Amérique centrale et dans le bassin du Mékong en Asie du Sud-Est.
- **Tuberculose** : 65 millions de dollars pour lutter contre la tuberculose dans les contextes miniers, parmi les populations de migrants et mobiles, pour les initiatives régionales de laboratoires, ainsi que pour les politiques relatives à la tuberculose multirésistante, à chaque fois dans le but de détecter les cas manquant à l'appel.
- **VIIH** : 50 millions de dollars pour la pérennité des services visant les populations clés dans les pays à revenu intermédiaire en passe de s'affranchir du soutien du Fonds mondial.
- **SRPS** : 12 millions de dollars pour le renforcement des compétences nationales et régionales en matière de gestion des achats et de la chaîne d'approvisionnement.

Le Fonds mondial évalue en ce moment si les programmes régionaux existants seront reconduits, recentrés ou abandonnés. Cette évaluation examine l'alignement des programmes sur les priorités multipays approuvées par le Conseil d'administration, ainsi que leur potentiel d'impact. Le Fonds mondial devrait annoncer le résultat de l'évaluation en juin, l'OFM relaiera alors ces informations.

Initiatives stratégiques

La filière des initiatives stratégiques est une nouvelle formulation et un élargissement des initiatives spéciales de la période d'allocation 2014/2016. Quatorze initiatives stratégiques

(contre six auparavant) sont réparties entre les systèmes résistants et pérennes pour la santé, la tuberculose, le paludisme et des « domaines stratégiques plus larges ».

Plus de la moitié du financement au titre des initiatives stratégiques (96 millions de dollars) est allouée à sept initiatives SRPS, à savoir :

- **Pérennité, transition et efficacité** (15 millions de dollars) : cette initiative concerne notamment a) le soutien des activités liées à la pérennité dans un large éventail de pays et b) le soutien de la planification de la transition et d'une efficacité accrue sur le plan technique et de l'allocation dans d'autres pays à fort impact préparant leur transition. Le déploiement de ce financement commencera en mai 2017 ;
- **Soutien technique, collaboration sud-sud, examen et apprentissage par les pairs** (14 millions de dollars) : cette initiative vise notamment à fournir un soutien technique durant le cycle de subvention, à renforcer les capacités et des activités telles que les « simulations du Comité technique d'examen des propositions ». On en attend notamment des demandes de financement de meilleure qualité et de meilleurs résultats programmatiques. L'Organisation mondiale de la Santé, Faire reculer le paludisme et l'UNICEF figurent parmi les récipiendaires probables de ces financements, dont la mise en œuvre devrait commencer après juin 2017 ;
- **Systèmes de données, génération de données et utilisation à des fins d'actions programmatiques et d'amélioration de la qualité** (10 millions de dollars) : initiative à l'appui de meilleurs plans de suivi et d'évaluation et de capacités renforcées de génération et d'analyse des données. Les appels à proposition seront publiés en avril 2017 ;
- **Gestion des achats et des stocks (diagnostic et planification)** (20 millions de dollars) : ces fonds seront principalement attribués à des experts techniques en soutien à l'amélioration du diagnostic dans les pays et de la planification des stratégies liées à la chaîne d'approvisionnement dans certains pays, afin d'assurer une meilleure disponibilité des médicaments et des produits de santé. La sélection des pays devait commencer en mars 2017 ;
- **Gestion des achats et des stocks (Fonds d'encouragement à l'innovation)** (10 millions de dollars) : cette initiative aidera les experts techniques à mettre au point de nouveaux modèles de gestion des achats et des stocks, de nouvelles technologies en matière de chaîne d'approvisionnement et de nouveaux outils associés. Une stratégie devrait être annoncée au second trimestre 2017 ;
- **Gestion des achats et des stocks (préqualification des médicaments et des diagnostics in vitro)** (12 millions de dollars) : ces fonds seront alloués à l'OMS pour la préqualification des médicaments et diagnostics in vitro achetés au titre des subventions du Fonds mondial ;

- **Communautés, droits et genre** (15 millions de dollars) : il s'agit en grande partie d'une reconduction de l'initiative CDG existante, qui inclut de l'[assistance technique](#) pour les populations clés et la société civile, un soutien pour les réseaux mondiaux de populations clés et les réseaux tuberculose/paludisme (au travers du [Robert Carr Civil Society Networks Fund](#)) et six plateformes régionales de communication et de coordination, lesquelles aident la société civile et les populations clés à participer aux procédures du Fonds mondial tout au long du cycle de subvention. Ces travaux sont en cours.

Vingt-quatre millions de dollars supplémentaires sont réservés pour trois initiatives de lutte contre le paludisme : a) élimination du paludisme dans 21 pays à faible charge de morbidité, b) facilitation de l'entrée sur le marché de nouvelles moustiquaires imprégnées d'insecticide à longue durée d'action, et c) essai du nouveau [vaccin RTS,S](#) au Ghana, au Kenya et au Malawi.

Par ailleurs, 10 millions de dollars sont affectés à des programmes de lutte contre la tuberculose dans le cadre de deux initiatives stratégiques alignées de manière générale sur les priorités des démarches multipays de détection des cas manquants à l'appel.

Les 42 millions de dollars restants sont alloués à deux domaines stratégiques plus larges : a) 22 millions pour les évaluations par le [Groupe technique de référence en évaluation](#) de l'impact des subventions du Fonds mondial, et b) 20 millions pour le Fonds d'urgence, destiné à assurer la continuité des services liés aux trois maladies lors de situations d'urgence.

[HAUT](#)

5. ACTUALITÉS : Les propositions de financement devraient contenir davantage d'initiatives de recherche opérationnelle et sur la mise en œuvre : étude

Le Secrétariat, les partenaires techniques et les pays ont tous un rôle à jouer

David Garmaise

Davantage doit être fait pour promouvoir l'inclusion d'initiatives de recherche opérationnelle et de recherche sur la mise en œuvre dans les demandes de financement présentées au Fonds mondial. Le Secrétariat, les partenaires techniques et les pays ont tous un rôle à jouer à cet égard.

C'est le message central qui ressort d'une analyse de la situation sur la recherche opérationnelle, la recherche sur la mise en œuvre et le Fonds mondial menée par des chercheurs affiliés à l'Institut tropical et de santé publique suisse de l'Université de Bâle (Suisse) et au Programme spécial de recherche et de formation concernant les maladies

tropicales de l'Organisation mondiale de la Santé. Un [rapport](#) présentant leur recherche a récemment été publié dans la revue *Globalization and Health*.

Cette recherche avait pour objectif d'approfondir les connaissances de la mesure dans laquelle des activités de recherche opérationnelle et sur la mise en œuvre sont incluses dans les subventions du Fonds mondial, et des facteurs qui influencent cette inclusion. Plusieurs méthodes ont été utilisées, notamment l'examen de documents pertinents, l'examen de propositions de subventions dans six pays – la République démocratique du Congo, l'Éthiopie, le Zimbabwe, l'Inde, l'Indonésie et le Myanmar – des entretiens avec les gestionnaires de portefeuille du Fonds ou les équipes de pays dans chaque pays, et des entretiens avec le personnel du Secrétariat Fonds mondial et des informateurs clés de différents groupes de parties prenantes dans les pays.

L'analyse de la situation était axée sur le paludisme et la tuberculose et ne visait pas le VIH.

Les auteurs de la recherche indiquent qu'il existe plusieurs interventions normalisées de lutte contre les maladies dans les pays à faible revenu et à revenu intermédiaire qui ont fait leurs preuves, comme la distribution à grande échelle de moustiquaires imprégnées d'insecticide et le traitement ambulatoire de la tuberculose. Toutefois, toujours d'après eux, pour que leur mise en œuvre s'avère efficace, ces interventions doivent être adaptées aux contextes spécifiques, et c'est là qu'entre en jeu la recherche opérationnelle et sur la mise en œuvre.

Le Fonds mondial a commencé à promouvoir l'inclusion de ce type de recherche dans les programmes qu'il soutient en 2008, époque à laquelle ont été mis au point des documents et outils d'orientation. Par la suite, cependant, selon les chercheurs, l'attention prêtée à cette recherche s'est estompée et, à l'heure actuelle, la mesure dans laquelle les pays demandent un soutien au Fonds mondial en la matière « demeure peu claire ».

Dans le cadre du nouveau modèle de financement, le Fonds mondial a fourni des directives sur les interventions prioritaires ayant fait leurs preuves qui peuvent bénéficier d'un soutien dans son [manuel du candidat](#). Toutefois, disent les chercheurs, le manuel fait à peine référence à la recherche opérationnelle/sur la mise en œuvre – ou au rôle que la recherche peut jouer face à des problèmes de mise en œuvre propres au contexte.

Les chercheurs affirment avoir observé des différences considérables d'un pays à l'autre et entre les programmes en termes de besoin, de demande, de capacité d'absorption et de financement pour la recherche opérationnelle et sur la mise en œuvre. Bien que ce type de recherche soit mentionné dans plus de 90 pour cent des 49 propositions de subvention examinées dans le cadre de cette étude, la plupart des références concernaient des études épidémiologiques et comportementales, ajoutent-ils. Un tiers des références sont trop vastes pour pouvoir être catégorisées. Il n'est du reste qu'une seule fois fait mention d'un programme national de recherche.

Les efforts de diffusion des résultats de la recherche sont généralement faibles, d'après les auteurs, et le Fonds mondial ne tient pas de base de données centrale sur la recherche opérationnelle/sur la mise en œuvre.

L'étude identifie les obstacles perçus empêchant de solliciter un financement pour la recherche opérationnelle/sur la mise en œuvre. Il s'agit notamment du financement total limité, de l'absence d'un programme de recherche bien défini, du manque de capacités de recherche et de la participation limitée du milieu universitaire lors de la mise au point de la note conceptuelle.

Des informateurs clés ont fait savoir aux auteurs de l'étude que les parties prenantes ne savent souvent pas très bien si le Fonds mondial désire réellement financer la recherche opérationnelle/sur la mise en œuvre. De plus, l'étude constate que l'inclusion de la recherche dans les propositions et dans les budgets n'est en général pas activement promue par le Fonds mondial.

Les informateurs clés interrogés dans le cadre de cette étude s'entendent de manière générale pour dire que réserver un pourcentage du budget pour la recherche opérationnelle et sur la mise en œuvre n'est pas une solution. Néanmoins, disent-ils, une plus grande souplesse budgétaire encouragerait les pays à inclure davantage de recherche dans leurs demandes. Par exemple, il a été suggéré à plusieurs reprises qu'un montant approprié devrait être réservé dans le budget afin de couvrir les besoins émergents de recherche opérationnelle et sur la mise en œuvre, ce qui éliminerait la nécessité de procéder à des réaffectations formelles du budget.

Recommandations

Les auteurs de l'analyse émettent plusieurs recommandations à l'intention du Secrétariat du Fonds mondial, des partenaires techniques et des pays. Voici ce qu'ils recommandent en ce qui concerne le Secrétariat :

- que le Fonds mondial fournisse des orientations spécifiques sur l'inclusion de la recherche opérationnelle/sur la mise en œuvre dans les demandes de financement et les budgets des subventions ;
- que le Fonds mondial offre la flexibilité nécessaire pour financer les études à petite échelle en matière de recherche opérationnelle et sur la mise en œuvre identifiées après la signature de la subvention ; et
- que le Fonds mondial établisse un inventaire des études liées à la recherche opérationnelle/sur la mise en œuvre qu'il soutient.

Les chercheurs recommandent également que les partenaires techniques promeuvent et soutiennent activement l'inclusion de la recherche opérationnelle/sur la mise en œuvre dans les stratégies de santé des pays, dans les plans de développement stratégique et dans les documents d'orientation.

Enfin, les auteurs recommandent aux pays :

- d'accroître la sensibilisation à l'importance de la recherche opérationnelle et de la recherche sur la mise en œuvre dans le cadre des efforts nationaux de lutte contre les maladies ;
- d'inclure davantage de recherche opérationnelle/sur la mise en œuvre dans leurs demandes de financement ;
- de renforcer leurs capacités à coordonner la recherche, d'élaborer des programmes de recherche et de planifier, mener et superviser des activités de recherche opérationnelle/sur la mise en œuvre ; et
- de diffuser les résultats de ces recherches auprès des parties prenantes concernées afin d'influer sur les politiques et d'améliorer les résultats des programmes.

Les auteurs de l'étude s'attendent à ce que le Fonds mondial publie des orientations plus spécifiques sur les conditions dans lesquelles il soutient la recherche opérationnelle et la recherche sur la mise en œuvre.

[HAUT](#)

Ceci est le numéro 40 de la lettre d'information de l'Observateur du Fonds mondial (OFM). Pour nous faire parvenir des commentaires, des suggestions de sujets ou des remarques, vous pouvez écrire au rédacteur en chef, David Garmaise (david.garmaise@aidspan.org). Pour vous abonner à l'OFM, rendez-vous sur www.aidspan.org. Les articles sont également disponibles en anglais.

La lettre d'information indépendante de l'OFM couvre l'actualité du Fonds mondial de lutte contre le sida, la tuberculose et le paludisme et offre analyses, commentaires et opinions. (<http://www.theglobalfund.org/fr/>).

Aidspan (www.aidspan.org) est une ONG internationale basée à Nairobi, au Kenya, dont la mission est d'agir comme un observateur indépendant du Fonds mondial et de fournir des services qui peuvent profiter à tous les pays désireux d'obtenir un financement du Fonds et d'en faire un usage efficace. Aidspan se finance grâce aux subventions des gouvernements et des fondations. Aidspan n'accepte aucun financement de la part du Fonds mondial, ne fournit aucun travail rémunéré de consultance et son contenu est gratuit.

La reproduction des articles de la lettre d'information est autorisée avec la mention : « Source : lettre d'information de l'Observateur du Fonds mondial (www.aidspan.org/gfo), un service d'Aidspan ».

Pour vous désabonner, cliquez [ici](#).

© 2017 Aidspan. Tous droits réservés.

[HAUT](#)